

SUPPRESSION DE 86 PLACES HUDA

À L'ACAL (HÉBERGEMENT D'URGENCE DES DEMANDEURS D'ASILE)

*Incertitudes sur le reclassement des salariés concernés
et sur la suppression de deux postes de travailleur(euses) sociaux en CDI*

À L'ACAL, LES DÉMÉNAGEMENTS ONT DÉJÀ COMMENCÉ !



La situation de nos deux centres HUDA à l'ACAL est grave.

Les services de l'État pressent les associations gestionnaires des HUDA afin de liquider les places au 1er janvier 2025 !

Dans le cadre du projet de loi des finances 2025, le gouvernement prévoit une économie de 45 millions € sur le programme budgétaire 303 « immigration et asile ». Cette décision, si elle est adoptée, se traduirait par une fermeture de 6 500 places dans le Dispositif national d'accueil (DNA).

A ce jour, et au vu de « la pagaille » gouvernementale avec ou sans nouvelle censure du gouvernement, nous ne sommes pas à l'abri d'une adoption de cette coupe budgétaire soit par 49.3, soit avec le renfort des députés de l'extrême droite.

IL S'AGIT DE FERMER EN PRIORITÉ DES PLACES HUDA

De nombreux préfets ont anticipé cette mesure et pressent les associations gestionnaires d'identifier elles-mêmes les places à fermer afin de réaliser les économies demandées.

La FAS (Fédération des Acteurs de la Solidarité) à laquelle adhèrent les associations du secteur recommande à ses adhérents de ne pas se prêter à cet exercice d'identification dénué de base juridique et dont la seule responsabilité incomberait à l'État.

Pourtant, la direction de l'ACAL a fait le choix de ne pas suivre la recommandation de la FAS et a décidé d'anticiper le nombre de places à fermer imposées par la Préfecture soit 46 et 40 supplémentaires éventuellement transformées en CADA (Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile).

Des demandeurs d'asile ont déjà été déménagés vers des places CADA contre leur gré.

Les salariés ont dû gérer cette situation pendant les fêtes occasionnant un grand stress.

La Préfecture ose faire un chantage en accélérant les transferts sinon elle menace d'en fermer plus.

C'EST SCANDALEUX !

Les dirigeants de l'ACAL qui disent à ce jour privilégier la transformation des places HUDA plutôt que la suppression ont rendez-vous vendredi 10 janvier 2025 à la Préfecture à 11h00 pour une audience. Rappelons que l'objectif de l'État est de

faire des économies ! Même si transformation il y a, cela ne résoudra pas le problème des demandeurs d'asile qui auront moins de places d'hébergement. Ils déjà sont 38% à ne pas avoir d'hébergement et d'accompagnement.

La CGT ACAL, l'Union Départementale CGT 66, l'Union des Syndicats Départementaux de la Santé et de l'Action Sociale appellent les militants associatifs, politiques et les syndicats partie prenante de la sauvegarde du système d'accueil des demandeurs d'asile et de la préservation des emplois des travailleurs sociaux sur le territoire à se mobiliser avec nous.

La situation pourrait impliquée deux suppressions de postes en CDI et un éventuel reclassement de salariés résidents sur le Conflent qui se verraient contraints à faire 115 kms par jour pour venir travailler à Perpignan !

Les collègues de l'ACAL, les travailleuses et travailleurs du social sont toutes et tous concernés.

Aujourd'hui, ça commence par la liquidation des HUDA mais qui seront les prochains ? Les CADA, les CHRS (centres d'hébergement et de réinsertion sociale)... ?

JUSQU'OU IRONT LES ÉCONOMIES SUR LES PLUS PRÉCAIRES

ET LA CASSE DU TRAVAIL SOCIAL ?

Au vu de l'urgence, la CGT ACAL, l'Union Départementale CGT 66 et l'Union des Syndicats Départementaux de la Santé et de l'Action sociale demanderont une audience au Préfet et appellent à la

Mobilisation et à la grève

Vendredi 10 janvier 2025 à 10h30

Devant la Préfecture avec pour mot d'ordre :

« Pas de demandeurs d'asile à la rue et pas de suppressions de postes de travailleurs sociaux. Pour être visible et occuper le terrain avec un symbole fort, venez avec des tentes que nous installerons devant la Préfecture »

La CGT ACAL toujours de ton côté